

LUTTE

OUVRIÈRE

LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES
POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
POUR L'INDEPENDANCE DES ANTILLES
POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA
MARTINIQUE ET A LA GUADELOUPE
POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

SOMMAIRE

EDITORIAL : PROCÈS DE LA CAUSE DU PEUPLE	Page 1
LA GAUCHE PROLÉTARIENNE	Page 3
1er MAI A FORT-DE-FRANCE	Page 6
PROVOCATION POLICIÈRE A F-DE-F.	Page 8
LE 26 MAI A POINTE-A-PITRE	Page 10
TRACT DES OUVRIERS GUADELOUPÉENS	Page 12
LES U.S.A. ET LA GUERRE D'INDOCHINE	Page 15
L'ARGENTINE	Page 17
26 MAI EN CHINE	Page 19
P.&T. : LA GRÈVE DU 28 MAI	Page 23
DÉCENTRALISATION DES ATELIERS P.&T.	Page 24

EDITORIAL

LE PROCÈS

DE LA

CAUSE

DU

PEUPLE

Le Dantec et Le Bris, directeurs, avant leur arrestation, de "La Cause du Peuple" ont été condamnés respectivement à 12 et 8 mois de prison par les tribunaux bourgeois.

Le procès, en fait, relève d'une manoeuvre du gouvernement pour étouffer la voix des révolutionnaires. Car c'est essentiellement sur les articles écrits dans "La Cause du Peuple" que l'accusation va s'appuyer. En somme, on peut penser si l'on veut, que les ouvriers sont féroceement exploités, on peut penser qu'ils sont assassinés ou estropiés à cause du système d'oppression capitaliste, on peut penser encore qu'ils devraient s'organiser pour mettre fin à cette violence quotidienne du capitalisme, mais il ne faut pas le dire, il ne faut surtout pas l'écrire.

Lorsque les révolutionnaires dénoncent les violences du capitalisme, il s'agit "d'incitation à l'émeute et au crime" ; lorsqu'ils exaltent les luttes menées par des ouvriers contre le patronnat, il s'agit de "résolution concertée et arrêtée d'agir pour détruire et changer le régime constitutionnel et exiter les citoyens à s'armer contre l'autorité de l'Etat". Mais lorsque les godillots de l'UDR, dirigés par leur chef De Gaulle, sont venus au pouvoir sur les barricades d'Alger en complotant dans les coulisses du Palais Bourbon, il s'agit là de "défense de la République".

Mais que font donc ceux qui, depuis des années, assassinent, pillent, violent chaque jour, dans les colonies et ex-colonies françaises ? Et Madagascar, et Sétif, et Oradour, et Djibouti, et les massacres de Pointe-à-Pitre, et ceux de la Martinique, et les tueurs de Debré à la Réunion ???

Tout cela n'est-ce pas la violence de la classe au pouvoir ? N'est-ce

pas la violence de ceux qui se sont érigés en juges de Le Dantec et Le Bris.

Mais il serait vain de notre part, et de celle des autres militants, de penser faire comprendre un tel raisonnement aux princes sans panache qui nous gouvernent. Ils sont les mandants d'une classe de gens dont le coeur bat à l'unisson des cours de la Bourse.

Ce qu'il nous faut c'est avant tout comprendre les raisons d'agir de notre ennemie ; aujourd'hui, la bourgeoisie s'attaque à la Gauche Prolétarienne, car à tort ou à raison, c'est ce groupe qui la gêne le plus. Demain, pour des motifs tout aussi creux, elle s'attaquera aux autres groupe révolutionnaires. Et ce ne sont pas seulement ceux qui sont français mais également ceux des colonies et des territoires sous contrôle français qui seront brisés. Et, en fin de compte, si la répression s'aggrave, elle touchera également la classe ouvrière. Car pour la bourgeoisie, c'est finalement l'ennemie à abattre, à démoraliser et à mettre au pas.

C'est pourquoi tous les révolutionnaires antillais doivent être solidaires de Le Dantec et Le Bris ; c'est pourquoi, face à la mesure d'interdiction qui frappe la Gauche Prolétarienne, toutes les organisations anti-colonialistes antillaises, tous les travailleurs émigrés antillais doivent rejoindre le combat des militants français contre la répression.

LES POSITIONS DE LA GAUCHE PROLÉTARIENNE

RASSAMY

Depuis quelque temps, La Gauche Prolétarienne a conquis, dans l'actualité quotidienne une place de choix. Beaucoup de gens ne connaissent les groupes révolutionnaires qu'à travers elle et la répression lui réserve ces temps-ci un sort particulier. Faut-il en conclure que, dans la lutte contre la bourgeoisie, c'est cette organisation qui a trouvé le bon chemin et que c'est selon ses méthodes qu'il faudra désormais chercher à frapper l'ennemi de classe ? La question mérite qu'on y réponde sérieusement.

Pour comprendre les méthodes de La Gauche Prolétarienne, il faut connaître l'appréciation que ses militants font de la situation actuelle et la théorie qu'ils en tirent.

Pour ces militants, la France est un pays occupé, l'occupant étant en l'occurrence la bourgeoisie française considérée donc comme une force étrangère au pays.

Face à cet occupant, il faut organiser la "résistance populaire" et désorganiser l'appareil de l'occupant d'où action de commandos, attentats, dans le plus pur style de la résistance des années 1940 qui est lancée par ces camarades comme révolution populaire et nationale.

On peut se demander pourquoi les militants de La Gauche Prolétarienne ont besoin de cette métaphore pour lutter contre la bourgeoisie française ? Il semble qu'il leur faille appliquer le schéma de la situation des pays colonisés en France, c'est-à-dire, créer le mythe de "l'occupation", de la "résistance populaire" contre cette occupation pour pouvoir lutter sur un terrain nationaliste.

C'est en ce sens que les militants de La Gauche Prolétarienne agissent

particulièrement en direction des travailleurs émigrés, non pas pour entraîner ces travailleurs à participer aux luttes générales des travailleurs de ce pays mais pour en faire une fraction spéciale servant de point d'appui pour étayer leur action.

Or, en France, il existe un prolétariat exploité par une bourgeoisie bien française. La tâche de ce prolétariat est de renverser la bourgeoisie qui l'exploite et d'instaurer son propre pouvoir. Point n'est besoin de succédané de schéma "national", alors que le problème est un problème de classe à l'intérieur d'un même pays. C'est en cela que nous pensons que les militants de la Gauche Prolétarienne se trompent sur toute la ligne.

Quant aux méthodes de ces militants découlant logiquement de leur théorie, nous pensons qu'il faut, préalablement dissiper une ambiguïté. Ce ne sont pas des groupes et partis politiques qui font une révolution. Le renversement de la bourgeoisie est le fait des masses et surtout de la classe ouvrière. La classe ouvrière, exploitée par les capitalistes, est leur ennemie mortelle. Son importance numérique, sa concentration qui lui permet de s'organiser fortement, sa place dans la production qui la rend capable de paralyser les centres vitaux de l'économie sont autant de facteurs qui la rendent indispensable et irremplaçable pour la suppression du capitalisme. Mais la classe ouvrière, écrasée par le travail abrutissant et l'idéologie bourgeoise est, de plus, trompée par le réformisme mensonger qui lui fait croire en une facile victoire par la voie électorale. Seule une petite minorité de travailleurs à laquelle se joignent des intellectuels révolutionnaires comprend, dès l'abord, qu'il est nécessaire et possible de renverser par la force le système social en place.

Tout le problème est que cette minorité réussisse progressivement à ranger sur ses positions le gros de la classe ouvrière. En définitive, la question que nous posons peut être formulée comme suit : Pour arracher les ouvriers au réformisme et les conduire à la victoire révolutionnaire faut-il faire comme la Gauche Prolétarienne ?

Malgré l'éclat impressionnant de certaines réussites de ce mouvement, nous ne pouvons nous empêcher d'exprimer de très sérieuses réserves sur la ligne générale de la Gauche Prolétarienne.

Reconnaissons pour commencer que les militants de la Gauche Prolétarienne ont fait un effort pour essayer de se lier aux ouvriers. Beaucoup d'autres groupes d'extrême-gauche se laissent tenter par la facilité et effectuent leur recrutement dans le milieu étudiant au lieu de se lancer à la conquête difficile, laborieuse, mais indispensable des masses. Au contraire, en octobre 1969, la Gauche Prolétarienne âgée d'un an titrait "et maintenant aux usines !". Dès lors, ses militants s'y sont lancés avec une vigueur peu commune. Intellectuels pour la plupart, ils sont allés chercher les ouvriers où ils étaient, c'est-à-dire, sur les chantiers, dans les usines (où certains d'entre eux se sont fait embaucher), dans les bidonvilles où ils ont pu rencontrer les travailleurs immigrés,

les plus exploités et les plus démunis face aux patrons.

Mais issue d'un milieu essentiellement petit-bourgeois, La Gauche Prolétarienne n'a fait que transporter en milieu ouvrier les méthodes qu'elle avait en milieu étudiant.

Ses militants se lancent parfois dans des batailles perdues d'avance (descentes isolées dans la rue ou chez Fauchon, etc...) et dans ce cas, ils se font arrêter massivement, attitude qui n'est rien d'autre que du romantisme. Car en définitive, ce qu'ils visent, c'est de provoquer un éveil de la conscience politique des travailleurs par ce type d'action exemplaire ; et dans la mesure où, précisément, le travail dans les syndicats constitue une tâche obscure, ce qui à leurs yeux ne possède aucune valeur mobilisatrice, ils refusent ce qui de plus, serait à leurs yeux une compromission : militer, même d'une manière révolutionnaire, dans les syndicats et notamment à la C.G.T.

Parce que les autres groupes mettent plus l'accent, ne serait-ce que verbalement pour la plupart d'entre eux, sur le travail quotidien au sein des entreprises et dans les syndicats, ils sont qualifiés aimablement de "groupes liquidateurs" qui "à peu de chose près, mènent la même politique que le P.C.F.". Ici brille le sectarisme des militants de "La Cause du Peuple"

Les militants de la Gauche Prolétarienne ont les poings durs, mais ils n'ont pas toujours les pieds sur terre. Toutes leurs erreurs de stratégie et de tactique se ramènent à un seul défaut : sous estimation de l'adversaire et de la difficulté de la tâche.

Certes, pour nous comme pour eux, la bourgeoisie même armée n'est pas vraiment forte quand elle a la classe ouvrière mobilisée contre elle. Mais mobiliser les travailleurs peut être une tâche longue et lente. En France où plus d'un demi-siècle de réformisme pèse sur la classe ouvrière il ne faut pas s'attendre à la voir, en un jour, se lever comme un seul homme pour terrasser le patronat, séduite par des paroles révolutionnaires ou enthousiasmée par le courage des "partisans".

Car si les révolutionnaires sont conscients que le prolétariat n'accèdera au pouvoir qu'en appliquant la violence révolutionnaire, il n'en reste pas moins vrai que le prolétariat n'atteint cette conscience de sa tâche ultime qu'au travers de sa propre expérience.

Ce n'est que lorsque la classe ouvrière est convaincue d'avoir épuisé toutes les possibilités légales d'action qu'elle applique cette violence révolutionnaire. La violence d'un groupe ou d'un parti ne peut se substituer à la violence des masses et de la classe ouvrière au premier chef.

Ne pas comprendre cela serait faire preuve d'une impatience et d'une irresponsabilité bien caractéristique du radicalisme petit-bourgeois.

En Martinique, cette année, deux événements ont prouvé la maturité politique et le degré important de combativité des ouvriers et des jeunes.

Tout d'abord, les manifestations contre la présence du ministre Rey dont nous avons déjà parlé, et ensuite, les manifestations du 1er Mai.

En effet, le 1er Mai, des milliers de travailleurs, 5 000 d'après le "Progrès Social", peut-être moins, ont manifesté dans les rues du centre de Fort-de-France et dans les faubourgs populaires de Terres-Sainville, à l'appel de la C.G.T.M., du P.C.M. (Parti Communiste Martiniquais), du P.P.M. (Parti Progressiste Martiniquais). Une délégation du P.P.G. (groupe du Progrès Social de la Guadeloupe) était présente.

Les mots d'ordre, les inscriptions sur les pancartes et les banderolles étaient : "révolution", "Libération Nationale", "Zoreille dèrô", "Guadeloupe Libre", "Martinique Libre".

La manifestation se termina par un meeting à la maison du peuple. Depuis le matin, le drapeau des nationalistes flottait à différents endroits à la Croix Mission, au coeur du Fort-de-France populaire, à la maison du peuple, à la cité Dillon, au sommet d'une grue, et sur la caserne Galliéni narguant les forces de répression coloniale.

Ces faits sont très importants pour comprendre l'évolution de la situation politique aux Antilles et l'évolution de la prise de conscience des masses.

Actuellement, seuls les parti communiste et parti progressiste sont capables de mobiliser une fraction non négligeable de la classe ouvrière,

1er MAI

A

FORT-DE-FRANCE

mais, par delà l'impact qu'ils ont sur cette fraction, ~~on sent nettement la force et la volonté autonome de la lutte des ouvriers.~~

Comment le 1er Mai aurait-il pu être une réussite si il n'y avait pas eu une grande part de spontanéité, d'esprit d'initiative de la part des ouvriers ou tout au moins des plus avancés d'entre eux ? Et ces partis le savent très bien qui, par peur d'être dépassés, de se voir entraînés dans un mouvement qu'ils ne pourraient plus contrôler, ne mobilisent pas plus souvent les ouvriers et mènent leurs actions revendicatives ou autres de façon bien mesurée et bien limitée.

Car ces partis, s'ils veulent un changement de la situation aux Antilles ne sont pas des partis ouvriers révolutionnaires, ils n'ont rien de communiste sinon le nom.

Ils mobilisent les masse pour aboutir à une situation qui échappera complètement à celles-ci : "l'autonomie en liaison avec la France" ou "l'indépendance pour la nation Martiniquaise". Dans ces deux cas, quelle sera leur rôle ? Ni le P.P.M., ni le P.C.M. ne s'expliquent clairement sur ce point. Ils auraient d'ailleurs bien du mal car pour expliquer cela, il leur faudrait d'abord dire quel rôle ils assignent au prolétariat dès à présent dans la lutte anticolonialiste.

En fait, ils trompent la classe ouvrière. Pour eux, cette classe et les paysans pauvres ne sont qu'une masse de manoeuvre pour une clique de petits-bourgeois déjà candidats au pouvoir.

Non, les ouvriers, les paysans pauvres n'ont rien à attendre du P.C.M. et du P.P.M. Ils n'ont à compter que sur eux-mêmes et sur l'avant-garde qu'ils se forgeront.

La façon dont s'est déroulé le 1er Mai ne peut nous rendre que optimiste quant à cette perspective.

MAX RODON

Le 1er Mai, à Fort-de-France, deux jeunes, un étudiant et un professeur de Collège d'Enseignement Technique étaient sauvagement frappés par des policiers martiniquais.

En effet, alors qu'ils se promenaient dans le centre de Fort-de-France, ils furent interpellés par un policier en civil les accusant d'avoir crevé les pneus de sa voiture. Ce qui était faux après constatation. Les deux jeunes protestèrent et Mornet, le policier, se précipita sans tarder à l'hôtel de la Police pour ramener une équipe de collègues et un car.

Les deux jeunes furent embarqués et restèrent toute la journée et une bonne partie de la nuit au poste.

Ils y furent roués de coups sur tout le corps, coups de poing au visage, au ventre, coups de pied pour les relever. Lorsqu'ils sortirent, vers minuit, ils avaient à peine la force de marcher.

Pour comprendre cette provocation scélérate des flics, il faut dire que parmi ces deux jeunes l'un était connu comme un militant anti-colonialiste puisque il avait milité pendant longtemps à l'A.G.E.M. (Association Générale des Etudiants Martiniquais).

En fait, même si nous ne connaissons pas vraiment le fond de cette affaire, il s'agit bel et bien d'une provocation, peut-être montée de toutes pièces

Car il ne faut pas oublier le climat particulièrement policier qui règne aux Antilles et la répression constante, soit violente, soit hypocrite et sournoise qui frappe les jeunes anti-colonialistes. Pour le gouvernement colonial, pour les gros békés, il s'agit de mettre au pas tous

PROVOCATION

POLICIÈRE

A

FORT-DE-FRANCE

ceux qui élèvent un tant soit peu leur voix contre la situation coloniale. Il ne serait pas étonnant que les békés, soutenus par la préfecture paient des sbires tel Mornet pour faire le "sale boulot" et provoquer les jeunes.

Mais si les jeunes anti-colonialistes et les ouvriers étaient organisés, ils sauraient répondre coup pour coup à chaque agression. Ils feraient ainsi en sorte que les Mornet et consorts ne sortent plus dans la rue sans essuyer quelque sueur froide sur leur front.

IGNACE

26 MAI :

COMMÉMORATION

DES

MASSACRES

DE POINTE-A-

PITRE

Chaque année, le 26 mai, les anticolonialistes guadeloupéens commémorent deux événements majeurs de l'histoire des luttes populaires du pays : Le sacrifice de Delgrès et de ses compagnons le 26 mai 1802 à Matouba, le combat d'Ignace à Baimbridge et le massacre du 26 mai 1967 à Pointe-à-Pitre où pendant deux jours, des ouvriers tinrent tête aux forces de répression et qui fit au moins 30 morts et des centaines de blessés.

Le 26 mai dernier, à la Guadeloupe, a été non seulement marqué par cette commémoration, mais aussi par une énorme mobilisation des forces de répression, gendarmes, C.R.S., mercenaires de tout poil.

Deux jours avant, le 24 mai, deux jeunes qui avaient inscrit à la peinture la date du 26 mai sur un mur avaient été arrêtés au Moule et déférés devant le tribunal des flagrants délits où le Ministère Public réclama une peine d'emprisonnement ferme contre eux. Le jugement devant avoir lieu le 26 mai, nous ne savons pas encore, à l'heure actuelle, de quelle peine furent condamnés ces deux jeunes camarades anticolonialistes, mais nous pouvons malgré tout avoir une idée du climat qui régnait à la Guadeloupe à l'approche du 26 mai.

Ce jour là, les forces de répression se déployèrent en grand dans Pointe-à-Pitre. Partout, aux carrefours, sur les place, des camions remplis de gendarmes mobiles en tenue de combat étaient stationnés ; près du cinéma Plaza, sur la place de la Victoire, accompagnés d'auto mitrailleuses et même de canons sans recul d'après le "Progrès Social". Un correspondant de ce journal se trouvant sur la place de la Victoire prenant notes et photos fut ceinturé par les gendarmes et emmenés sans ménagement à la gendarme-

rie qui le libéra après avoir constaté la "bévue" vis à vis d'un journaliste connu de tous. Imaginons un peu, à la place de ce journaliste, un jeune lycéen ou un ouvrier, l'incident ne se serait probablement pas passé de la même façon.

Ces incidents ne donnèrent que plus de poids et d'audience aux différentes délégations anti-colonialistes réunies devant la Chambre de Commerce, à l'endroit même où il y a trois ans, tombait Jacques Nestor percé des balles de C.R.S.

Des bouquets de fleur furent déposés avant que tout le monde ne se réunisse ensuite au cimetière, autour de la tombe de Nestor. Tour à tour les représentants du GONG, de la Vérité, du Progrès Social firent une brève allocution et tous honorèrent les tombes de Pincemaille, de Ringa tombés aussi il y a trois ans.

Le chant nationaliste "Debout Guadeloupe" fut entonné et clôturant ainsi le rassemblement auquel nous aussi, en France, étions entièrement associés.

Ainsi, malgré les intimidations et la mobilisation des forces de répression, malgré les petites mesquineries de Bangou, dirigeant du P.C.G. qui fit fermer la grande grille du cimetière, les anti-colonialistes en Guadeloupe, par cette commémoration, contribuent à perpétuer et à transmettre aux nouvelles couches de jeunes révolutionnaires l'histoire du combat anti-esclavagiste et des luttes ouvrières en Guadeloupe.

Nous pensons que, par delà cette commémoration, la majorité saura trouver le véritable chemin qui mène à la mobilisation ouvrière.

P. JEAN CHRISTOPHE

Cé nou ka fè lagent, et nou pa-tini lagent ! gros capitalisse-la pa ka travaille et lagent a-i ka grossi !

OUVRIERS,

Les gros capitalistes français actionnaires de l'usine Bonne-Mère, nous exploitent chaque jour plus féroce-ment. Pour réaliser des profits encore plus grands, ils ont mécanisé la coupe de la canne, renvoyé la majorité des coupeurs et des attacheuses, baissé les salaires de ceux qui travaillent. Nous, ouvriers et ouvrières agricoles et nos enfants, nous vivons dans une misère effroyable. La faim, la maladie, la mort lente, tel est notre sort.

DEBOUT POUR

Les gros capitalistes français de l'usine Bonne-Mère ne travaillent pas, pourtant ils s'enrichissent toujours davantage et vivent dans le luxe et l'abondance. Ils s'enrichissent avec notre travail, notre sueur et notre sang.

LA LUTTE

Nous, ouvriers et ouvrières agricoles qui plantons, entretenons et coupons la canne, qui travaillons chaque jour davantage, nous recevons un salaire de misère (20,96 F.). Capitalisse vlé obligé-nou travaille pou-i kon esclave !

Seule une minorité de coupeurs et d'attacheuses travaille. Ils perçoivent un salaire de famine pour un travail de forçat.

A Caillou, l'ouvrier coupe la canne à la surface (5 rangs sur 80 mètres). Par cette méthode, il fait 3 journées de travail en un seul jour et pour le salaire d'une journée !

Où va le fruit du travail de ces deux journées qui ne sont pas payées ? Dans les poches des gros capitalistes !

Au Galba, l'ouvrier coupe "au nom-

bré de piles". Il ne travaille que durant 3 journées et demie par semaine et 7 jours par quinzaine à cause de la machine à couper la canne. Ainsi l'ouvrier ne peut jamais toucher la prime qui est donnée s'il travaille au moins 5 journées par semaine.

Nous travaillons dans les conditions les plus difficiles. Nous ne coupons que les cannes que la machine ne peut pas couper. On nous impose de nettoyer les cannes et de les couper plus longues que la machine. De plus, nous devons "passer par toutes les conditions" des géreurs pour avoir du travail. NOS CONDITIONS DE TRAVAIL SONT CELLES D'ESCLAVES !

Gérè cé macc-a-zèle a capitalisse !

Les géreurs des "habitations" ont accepté le fouet donné par les gros capitalistes de l'usine Bonne-Mère pour fouetter les ouvriers agricoles. Utiliser les guadeloupéens contre les guadeloupéens, telle a toujours été la méthode employée par les gros capitalistes pour exploiter, tromper et diviser notre peuple.

Ces géreurs sont des défenseurs acharnés de la mécanisation. Pour leur sale besogne ils reçoivent des primes. Albert Narayanin à Caillou et Henri Badaria au Galba sont de ces gens-là.

Albert Narayanin change de voiture tous les deux ans. D'où sort tout cet argent ? De notre travail, de notre sueur, de notre sang.

Albert Narayanin répond, aux ouvrières venues chercher du travail, par les propos les malpropres, tel que : "BAILLE COCO POU SAVON". Voilà comment Narayanin traite nos femmes, nos soeurs et nos filles.

Ces géreurs se conduisent en ennemis des ouvriers ; les ouvriers doivent les traiter comme tels !

Nou tini assé èvè bel parole, fo-nou agi !
Pon-moune pe-pa sauve-nou, ce nou-meim' ki ké fè-i !

Que font le gouvernement français et son représentant en Guadeloupe (le préfet), les partis et les syndicats pour transformer les conditions misérables des ouvriers et des ouvrières ? Ils ne font absolument rien ! Tous, ils font de belles promesses, prononcent de beaux discours. Tous, il se disent "avec le peuple". Ils se servent de notre misère pour être maires, conseillers généraux, sénateurs, députés, dirigeants politiques ou syndicalistes et pour se remplir les poches. Mais nous en avons assez des bavards !

Camarades, nous seuls, nous pouvons et devons "faire pour nous-mêmes !

Que voulons-nous ?

- Nous refusons de couper la canne à la surface !
- Nous exigeons du travail pour les attacheuses !
- Nous exigeons du travail tous les jours !
- Nous exigeons un juste salaire !
- Nous exigeons que les géreurs respectent les ouvriers et ouvrières !

Nous ne demandons ni l'aumône, ni la charité, ni une faveur !

Nous exigeons notre dû, le produit de notre sueur et de notre sang !

Nou-toute ensem' nou pli-fô ki cé capitalisse-là !

Camarades, nous sommes la majorité. Les gros capitalistes usiniers et leurs "maco" ne sont qu'une minorité d'exploiteurs.

Notre cause est juste.

Pour faire triompher nos justes revendications, nous devons :

- Nous unir et nous organiser. Nous devons bannir de nos rangs la méfiance, la jalousie et la division.

- Nous devons diriger nous mêmes notre lutte et repousser tous les dirigeants syndicalistes venuds. An-nou lité et nou ké gagné !

Les gros capitalistes de l'usine Bonne-mère ne feront jamais de cadeaux aux ouvriers !

Seules notre détermination et notre persévérance dans la lutte les obligeront à satisfaire nos revendications !

En avant, camarades ouvriers et ouvrières !

Unissons-nous autour du Comité d'Action des ouvriers agricoles et luttons !

Nou ké gagné !

Comité d'Action
des Ouvriers de Sainte-Rose

Tract publié dans le "Patriote Guadeloupéen" (A.G.E.G.)

LES U.S.A.
ET LA GUERRE
D'INDOCHINE.
LE DISCOURS
DE NIXON
POUR APAISER
L'OPPOSITION
A LA GUERRE

Le mercredi 3 juin, Nixon s'adressait aux américains dans un discours télévisé. Après avoir dressé un bilan de l'intervention américaine au Cambodge, il a renouvelé les promesses de retrait des troupes du Cambodge avant le 1er juillet. Il a d'autre part assuré que le rapatriement des soldats américains allait se poursuivre.

En fait, ce discours fut surtout conçu pour plaire à tout le monde. Nixon eut quelques phrases compréhensives pour l'opposition : "Si nous ne sommes pas d'accord, c'est sur le meilleur moyen d'instaurer une paix équitable...".

Mais en même temps, Nixon annonce que des bombardements continueront après le 1er juillet sur le Cambodge. Mais bien plus, Nixon prévient les américains que, à l'avenir, des opérations du genre de celle du Cambodge ne sont pas impossibles. En fait, Nixon veut inaugurer une tactique d'escalade contrôlée qui lui permettrait de gagner du temps. Sa politique se résume donc dans la formule "Attendre et voir venir".

Mais en l'occurrence, ce genre de politique se mène en semant la mort et la désolation sur toute la péninsule indochinoise ; chaque jour des combattants asiatiques, des paysans, des soldats américains continuent de mourir pour que les privilèges de l'impérialisme américains dans le monde restent intacts.

Il est cependant peu probable que, par ce discours, Nixon parvienne à noyer le poisson. Rien n'est moins sûr. Car l'opposition à la guerre aux U.S.A. a pu se rendre compte qu'elle exprimait les sentiments d'une bonne partie de la population américaine, et ce ne sont ni les propos de Nixon, ni les contre-manifestations organisées par des chefs

syndicaux réformistes, chauvins et réactionnaires qui décourageront la nouvelle opposition à la guerre.

Quant aux menaces adressées aux combattants vietnamiens, ils y sont habitués. Ils savent que ce qu'ils gagneront, ils le devront à leur combat ; de sorte que, pour eux, Nixon aurait pu tout aussi bien se passer de discours.

MARIANNE TIBUS

ARGENTINE :

UNE

SITUATION

QUI POURRIT.

Il y a un an les travailleurs de Cordoba, avec la participation des étudiants, organisaient de puissantes manifestations. Le gouvernement ne put en venir à bout qu'en faisant intervenir la troupe qui, après bien des violences, parvenait à rétablir le "calme". Et si les travailleurs de Cordoba, faute d'organisation, quittaient le pavé devant les moyens barbares employés par cette force de répression, cette "défaite" n'était que temporaire et avait apporté au prolétariat une nouvelle expérience qui était bien plus importante pour ses luttes futures que ce "demi-échec".

C'est en souvenir de leurs nombreux camarades victimes de la répression et forts de leur expérience que cette année encore, les travailleurs argentins déclenchaient une série de grèves dans quelques grandes villes. Certes, ces manifestations n'ont pas eu l'ampleur de celles de l'an dernier, mais elles ne demeurent pas moins significatives de la volonté de lutte des travailleurs argentins contre une exploitation qui se fait, chaque jour, plus dure. Elles montrent aussi la faiblesse des organisations de la classe ouvrière qu'il s'agisse des syndicats (C.G.T.) qui n'offrent aucune perspective de lutte aux travailleurs ou des organisations politiques.

C'est ainsi que le syndicat C.G.T. est divisé par des luttes intestines ; certains sont partisans d'une collaboration plus poussée avec le gouvernement du général Onganía. Augusto Vandor, assassiné en juin 1969, était le représentant de cette tendance. Par contre, une autre fraction, la C.G.T. "Rebelle" avec le leader Raimundo Ongaro est partisan d'action violente et prend parfois des positions "gauchistes". Ongaro ne déclarait-il pas : "le syndicalisme ne sert plus à rien. Même pas à obtenir des améliorations de salaires".

Certes, à notre époque, au moment où le système capitaliste tout entier est en crise, le syndicalisme ne peut constituer un moyen de lutte capable de changer profondément la situation des travailleurs. Cependant il reste un moyen de lutte leur permettant de conserver leur acquis, les avantages obtenus au cours de longues années de luttes et que la bourgeoisie veut leur reprendre. Les luttes syndicales permettront aux travailleurs de prendre conscience que le changement radical de leur condition de travailleurs passe par des luttes bien plus larges : la lutte politique par leur propre organisation, leur propre parti, avec leur propre programme. Et c'est bien là le fond du problème car si de larges fractions de la classe ouvrière sont conscientes qu'elles ne peuvent plus améliorer leurs conditions d'existence par des luttes purement syndicales, il n'existe aucun parti ouvrier révolutionnaire capable d'organiser leur combat contre les classes possédantes argentines.

L'absence de ce parti facilite à l'heure actuelle toutes sortes d'actions spectaculaires : enlèvement de "personnalités", attentats, etc... de la part des révolutionnaires petits-bourgeois. Ces actions aussi spectaculaires qu'inefficaces pour l'organisation du prolétariat, montrent bien le désespoir sinon l'incapacité de ces révolutionnaires à proposer une politique, un programme capables d'offrir des perspectives de changement du système.

Une des tâches des militants communistes devrait consister à faire perdre à une large fraction du prolétariat ses illusions à propos du "péronisme" qui est présenté actuellement comme une solution aux problèmes des travailleurs.

Certes, cette conception, née des quelques réformes réalisées par Péron, président de l'Argentine entre 1945 - 1955 a émerveillé une très grande partie de la population. Ces réformes, sociales (création de syndicats), agraires, etc... sont restées très limitées. En fait, il s'agissait d'une démagogie sociale qui fut possible dans des circonstances particulières : pendant la 2ème guerre, l'Argentine tout comme d'autres Etats latino-américains non touchés directement par le conflit, profitait de cette guerre en ravitaillant l'Europe, ce qui permit un relatif développement économique. Mais actuellement, les choses ont bien changé. L'économie du pays est en crise, et des "réformes" dans le sens d'accorder un quelconque avantage aux travailleurs ne sont plus possibles.

La tâche des militants communistes, reste à notre époque, en Argentine comme ailleurs, l'organisation des travailleurs en un parti révolutionnaire qui seul peut leur permettre de lutter contre la bourgeoisie avec la certitude de vaincre.

CGIER

30 MAI 1925 :

GRÈVE

GÉNÉRALE

DES

OUVRIERS

CHINOIS

Le 30 mai 1925, éclatait en Chine une immense vague de grève qui secoua tout le pays, entraînant 500 000 ouvriers.

Depuis 14 ans déjà s'était écroulée la dynastie despotique et pourrie des empereurs Mandchous.

Mais la révolution qui avait chassé la dynastie et amenée la république, révolution dirigée par la classe naissante des bourgeois chinois liés à la fois à l'impérialisme et aux grands propriétaires fonciers, s'avéra incapable d'apporter un changement pour l'ensemble de la société chinoise : les paysans étaient toujours acculés à la famine et livrés aux seigneurs féodaux qui les pressuraient et les pillaient. Les ouvriers vivaient dans des conditions effroyables dans les grands centres urbains, travaillant, hommes et femmes, 16 heures par jour. "Le système d'apprentissage fournissait aux petits producteurs et aux patrons d'atelier une main d'oeuvre enfantine inépuisable, travaillant de 18 h. à 20 h. par jour pour un bol de riz et une planche pour dormir" (Harold Isaacs. - La Tragédie de la Révolution Chinoise.)

C'est à cette époque que commença la lutte des ouvriers chinois contre les conditions de travail épouvantables que les patrons leur imposaient.

Le 15 mai 1925, au cours d'une série de grèves qui avaient éclaté pour des augmentations de salaires et contre la brutalité des contremaîtres, un de ceux-ci tua d'un coup de revolver un ouvrier chinois.

Aussitôt, ouvriers et étudiants allèrent, en masse, protester dans les rues de Shanghai. La police intervint, fit des arrestation et prise de panique devant la foule des manifestants qui s'étaient massés devant le commissaire-

riat, et qui réclamaient la libération des emprisonnés, un officier de police fit tirer : 12 étudiants furent ainsi abattus.

C'était le 30 mai 1925.

Immédiatement, la réponse ouvrière jaillit violemment. Une grève immense paralysa la Chine. Les grandes villes, Shanghai, Canton, Hong-Kong cessèrent de travailler. Des milliers d'ouvriers chinois paralysaient toute la vie économique du pays.

A Shanghai, "même les domestiques abandonnèrent les maisons des étrangers. Ceux-ci habitués depuis des dizaines d'années à considérer les Chinois comme autant d'animaux sales mais nécessaires, furent terrifiés de voir cette masse informe se lever pour leur envoyer sa main à travers la figure".

...
"L'effet ne se limita pas à Shanghai et se répercuta bientôt à travers tout le pays. Une source chinoise fait état de cent trente-cinq grèves directement provoquées par la fusillade du 30 mai, ayant concerné quatre cent mille travailleurs de Hong-Kong et de Canton jusqu'à Pékin.

"A Hankow, le 11 juin, une unité de débarquement de marins britanniques ouvrit le feu sur une manifestation, tuant huit personnes, en blessant douze. A Canton, les marins chinois employés par des compagnies maritimes britanniques débarquèrent le 18 juin et, trois jours plus tard, étaient rejoints par la quasi-totalité des ouvriers chinois employés par des compagnies étrangères de Hong-Kong et de Shameen, la concession étrangère de Canton. Le 23 juin, des étudiants, des ouvriers et des élèves officiers défilèrent dans les rues de Canton. Comme ils traversaient le pont Shakeelu, les mitrailleuses françaises et britanniques ouvrirent le feu sur les manifestants depuis la concession, sur l'autre rive du canal. Cinquante-deux étudiants furent tués et cent dix-sept blessés".

C'est alors qu'à Hong-Kong, fief et chasse gardée de l'Angleterre, les ouvriers chinois décidèrent le boycott de tous les produits anglais.

"Hong-Kong, la forteresse de la Grande-Bretagne en Chine était complètement paralysée. Pas une machine ne tournait. Plus une seule palanquée ne fut déchargée. Pas un seul bateau ne leva l'ancre. Plus de cent mille ouvriers de Hong-Kong entreprirent l'action sans précédent d'évacuer la ville pour se rendre vers Canton. La grève immobilisa toute l'activité industrielle et commerciale étrangère. Plus de deux cent cinquante mille ouvriers abandonnèrent l'industrie et le commerce de Hong-Kong et de Shameen. A Canton les ouvriers réquisitionnèrent les fumeries d'opium et les tripots pour les transformer en dortoirs et en cantines. Des piquets de grèves furent institués, formant une armée permanente de deux mille hommes, et un barrage hermétique fut disposé autour de Hong-Kong et de Shameen. Toutes les sources concordent pour dire que l'opération fut parfaitement menée. Des représentants étaient élus dans la proportion d'un pour cinquante grévistes, pour participer à la conférence

des délégués qui à son tour choisissait un comité exécutif de treize membres. Sous les auspices de ce premier embryon d'un pouvoir ouvrier en Chine, un hôpital et dix-sept écoles pour les ouvriers, les ouvrières et leurs enfants furent créés. Des commissions spéciales gèrent les fonds, organisent les ventes aux enchères des marchandises confisquées et constituent des archives. Un tribunal des grévistes fut mis en place pour juger ceux qui transgressaient le boycott et les autres contrevenants à l'ordre public. Les fonctions de la police passèrent presque entièrement aux piquets de grève qui s'acquittèrent de cette tâche consciencieusement. "Le boycott contre les marchandises britanniques à Canton", écrivit un observateur étranger, "est contrôlé par un comité de grève qui confie à des piquets le soin d'éviter les fuites... Dans toute la province du Kwangtung, où il y a un passage pour les marchandises, les piquets sont présents, prêts à contrôler les cargos, à vérifier les chargements. Les Chinois, tout autant que les étrangers, sont soumis à la fouille... La règle des grévistes, c'est qu'aucune marchandise, aucune denrée ne provienne de Shameen ou n'y parvienne. Ceux qui transgressent cette règle passent devant le tribunal des grévistes... Le boycott est total".

C'est ainsi que le 30 mai 1925 apparaissait sur la scène une nouvelle classe sociale.

L'existence de la classe ouvrière chinoise, pourtant peu nombreuse (2 millions 500 mille ouvriers), offrait des perspectives nouvelles à la société chinoise, car à la différence des banquiers, des industriels, des fonctionnaires ou des prêteurs d'argent chinois, l'ouvrier chinois n'avait, lui, aucun intérêt à maintenir le système d'exploitation qui existait à la ville comme à la campagne.

Devant l'ampleur et la puissance du mouvement ouvrier chinois, devant sa capacité, sa volonté de s'organiser séparément dans des Comités de quartiers et de fabriques, la bourgeoisie libérale chinoise dans sa peur de la classe ouvrière n'hésitera pas à mettre au pas le mouvement de masse car si la bourgeoisie chinoise, dans un premier temps n'avait pas été hostile à la grève, elle avait vite changé d'avis quand elle s'était rendu compte que les ouvriers s'en prenaient à eux et se mettaient en grève dans toutes les entreprises que celles-ci appartiennent à des bourgeois étrangers ou à des bourgeois chinois. Si, au début, les bourgeois nationalistes chinois n'avaient pas été hostiles, c'est parce qu'ils entendaient utiliser la force du mouvement ouvrier pour faire lâcher des miettes à l'impérialisme, mais il était bien entendu, comme disait l'un d'eux : "utiliser les ouvriers est une chose, mais c'en est une autre de leur laisser avoir les yeux plus gros que le ventre".

Après un mois la grève échoua non pas à cause du manque de combativité des ouvriers chinois, mais parce que le parti qui les dirigeait, Parti Communiste Chinois, sous les conseils de la 3ème Internationale, déjà dominée par Staline et ses acolytes, se mettait à la remorque du Parti Nationaliste bourgeois, le Komintern, subordonnant les intérêts de

la classe ouvrière à celle de la bourgeoisie nationale.

Pourtant le 30 mais 1925 marqua le début de la lutte politique sanglante qui allait opposer la bourgeoisie nationale et la classe ouvrière chinoise pour la conquête du pouvoir.

CLAIRE GOYA

Le jeudi 28 mai, la C.G.T. et la C.F.D.T. lancèrent un mot d'ordre de grève de 24 h dans les centres de tri, les bureaux-gares, les bureaux mixtes. Les principales revendications étaient :

- Le reclassement de toutes les catégories.
- L'application immédiate et intégrale de la réforme des catégories C et D (petites catégories les plus défavorisées).
- La réduction de la durée de travail (par l'obtention du samedi)
- L'amélioration des conditions de travail, avancement de l'âge de la retraite, etc...

Cette grève fait partie d'une stratégie d'ensemble que les directions syndicales et la C.G.T. en particulier ont établi depuis le début de l'année.

Jusqu'à présent rien n'a pu être obtenu de la direction et beaucoup de travailleurs, s'ils sont mécontents, regardent ces petites grèves de 24 h ou d'une demi-journée avec indifférence, voire même avec un certain découragement.

Les directions syndicales, avec leur tactique de grèves partielles, sectorielles, brigade par brigade sont directement responsables de cette démobilisation. Car démobilisation, il y a ; la participation aux grèves fut dans certains centres, comme à Montparnasse plus faible qu'en avril et qu'en mai. Mais la majorité des travailleurs suivent malgré tout les mots d'ordre.

Ils ne verront leurs revendications satisfaites que s'ils poussent les directions syndicales à des actions plus unies et plus "dures".

P. T. LA

« GRÈVE »

DU 28 MAI

IGNACE

Les ateliers du timbre poste et de la direction centrale du matériel et de l'équipement "D.C.M.E.", situés au 103 bd Brune vont être transférés et dispersés par ordre gouvernemental en Bretagne, dans différentes villes. Beaucoup de camarades antillais travaillent dans ces ateliers.

L'administration des P.T.T. utilise ces ateliers et services pour la fabrication des timbres postes et du matériel téléphonique et télégraphique.

«DECENTRALISATION»

En fait, cette "décentralisation" n'est qu'un gaspillage de crédit et ne contribuera même pas tellement, comme le gouvernement voudrait le faire croire à résorber le chômage dans certaines régions comme la Bretagne. Puisque ces ateliers sont dispersés, ils n'offriront, dans chaque ville, que très peu d'emplois.

DES ATELIERS

De toutes façons, tôt ou tard, ces décentralisations aboutiront à la disparition complète des ateliers et ne feront que le jeu des entreprises privées qui sauteront sur l'occasion pour vendre leur matériel à des prix très élevés.

AUX P. T. T.

Mais, ce qui est plus grave, c'est que la reconversion des agents titulaires et auxiliaires de ces ateliers n'est même pas assurée.

Devant cette situation, les sections syndicales C.F.D.T. et C.G.T. ont organisé, jeudi 4, un petit meeting sous les fenêtres de la direction et lancé un mot d'ordre de grève de 24 h pour le lendemain.

Si les sections syndicales veulent vraiment l'assurance que tous les travailleurs soient reclassés, il faut qu'elles se battent avec l'ensemble d'entre eux jusqu'à satisfaction. Les

travailleurs n'ont pas à faire les frais de la politique anarchique du gouvernement.

Ils doivent se battre et exiger que tous, sans exception, soient reclassés, titulaires comme auxiliaires.

NOEL CANTIUS

CE QUE NOUS VOULONS

La Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes se donne pour but :

- de regrouper les travailleurs, de les éduquer, de les aider au travers de la lutte pour l'indépendance à prendre conscience de leur état de travailleurs, de leurs intérêts de classe et du rôle indispensable et grandiose que la classe ouvrière joue et jouera dans la transformation socialiste du monde.
- d'associer à cette lutte tous ceux, de quelque origine qu'ils soient, qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- d'engager la lutte morale, matérielle et physique pour l'indépendance politique de l'impérialisme français.
- de mettre en place, au cours même de la lutte pour l'indépendance, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et paysans.
- de veiller par la propagande et l'organisation à ce qu'après l'indépendance le peuple reste en armes jusqu'à ce que ses revendications aient abouti et qu'il soit en mesure, à tout instant, d'exercer le pouvoir sans que personne puisse l'accaparer et le lui ôter.
- à agir au sein des classes ouvrières américaine et française pour faire connaître les buts de la lutte des travailleurs antillais et pour aider les révolutionnaires des grandes puissances impérialistes à éduquer et à organiser la classe ouvrière des pays dits avancés pour lui faire prendre conscience de ses intérêts et de ses devoirs historiques.